



**Revue de presse
Gouvernance des eaux souterraines
d'Abitibi-Témiscamingue
28 août – 10 septembre 2014**

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Olivier Pitre, Directeur

SESAT

Tél: (819) 732-8809 poste 8239

Courriel : olivier.pitre@sesat.ca



RÈGLEMENT SUR L'EAU



RÈGLEMENT SUR LA PROTECTION DE L'EAU POTABLE : UNE SIMPLE MYSTIFICATION



Un collectif de scientifiques indépendants vient de rendre publiques les résultats d'une analyse fouillée du nouveau Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection et leur conclusion est sans appel : ce règlement est une mystification ne protégeant pas réellement les sources d'eau potable, privant les communautés locales de leur compétence sur les puisements d'eau réalisés sur leur territoire et favorisant une exploitation sauvage des hydrocarbures fossiles non conventionnels (gaz et pétrole de schiste).

Ce collectif est composé de M. Marc Brullemans, biophysicien, M. Marc Durand, ingénieur-géologue, M. Richard E. Langelier, juriste et sociologue, madame Céline Marier, biologiste et madame Chantal Savaria, ingénieure-géologue et spécialiste des contaminations par hydrocarbures.

Dans un texte de plus de 25 pages (<http://www.pressegauche.org/spip.php?article18572>), ces spécialistes examinent les principales dispositions du Règlement entré en vigueur le 14 août dernier et présentent des conclusions franchement alarmantes pour les municipalités rurales dont les sources d'eau sont des puits artésiens et de surface et où s'installeront les compagnies gazières et pétrolières.

« Les études scientifiques montrent clairement que les puits d'eau potable situés à moins de 2 km des puits de forage sont contaminés par le méthane thermogénique (qui vient des forages), le butane, l'éthane et d'autres hydrocarbures. Dès le 18 mars 2013, comme collectif de scientifiques, nous avons rencontré les experts du ministère pour les mettre en garde contre des normes de protection trop étroites. Mais le ministère ne nous a pas écouté, comme il refusé d'entendre les maires de la région qui ont vainement tenté d'alerter les ministres en place, peu importe leur parti politique », explique Richard E. Langelier.

« En plus de ne pas protéger les sources d'eau potable destinée à la consommation humaine, ajoute sa collègue Céline Marier, les normes en vigueur ne protègent plus l'eau. Pire encore, ajoute sa collègue Céline Marier, les normes en vigueur ne protègent plus l'eau servant à des fins agricoles, ce qui est un comble pour des municipalités rurales où l'agriculture constitue une importante activité économique »

Les auteurs de l'étude montrent aussi que les municipalités perdent tout contrôle sur les puisements d'eau réalisés sur leur territoire, si ces puisements servent à des fins d'exploration gazière et pétrolière. « C'est d'autant plus inquiétant, ajoute Céline Marier, que les études menées dans le cadre de l'Étude environnementale stratégique (ÉES) sur les gaz de schiste ont montré que plusieurs bassins versants ne sont pas en mesure de fournir l'eau nécessaire aux forages. On donne donc priorité à l'exploitation gazière et pétrolière par rapport aux autres usages usuels de l'eau dans nos communautés ».

Pour Richard E. Langelier, la promulgation de ce règlement au moment où le BAPE sur les gaz de schiste devait faire des recommandations sur le cadre juridique et que son rapport est attendu pour novembre prochain illustre bien que le gouvernement accepte de prendre des risques inconsidérés avec une ressource pourtant essentielle : l'eau potable.

« La pollution des sources d'eau peut s'étendre sur plusieurs décennies, le temps que le méthane remonte du sous-sol par les failles naturelles ou les fractures créées par le forage, mais les sociétés en cause ne seront responsables que durant une période de temps limitée à dix (10) ans. Ce sont les citoyens qui devront, une fois de plus, payer la note. Combien faudra-t-il de Lac Mégantic avant que nos élus ne comprennent que ce sont les pollueurs qui doivent payer les conséquences de leurs activités ? »

Source : <http://www.lecourriersud.com/Opinion/2014-08-29/article-3852683/Reglement-sur-la-protection-de-leau-potable%3A-une-simple-mystification/1>

EcoWatch
3 septembre 2014
Anastasia Pantsios



What city will run out of water first?

3 septembre 2014
Anastasia Pantsios

As **drought** threatens more areas of the world, we're hearing a **steady stream of stories** about cities, towns and regions whose **water** supply is interrupted temporarily.



San Antonio, TX, with a population of nearly a million and a half, and a metro population of 2.3 million, faces the threat of running out of water. **Photo credit: Shutterstock**

A study done at the [Environmental Hydrology Laboratory](#) at the University of Florida ranks the 225 American cities with populations greater than 100,000 on fresh water availability and vulnerability. And while many of the most vulnerable cities are in the [southwest](#), as one might expect with [drought conditions](#) sweeping [California](#) and Texas, there are some surprises.

The study rates ten cities as having a high level of vulnerability. San Antonio, with a metro area population of just under 2.3 million, comes in at 225. But it's followed by Miami, Florida, at 224 the second most vulnerable city. The largest metropolitan area threatened is Los Angeles, ranked 220 in terms of water security.

The other U.S. cities bringing up the rear are Lincoln, NE (223), San Jose, CA (222), San Diego, CA (221), Salt Lake City, UT (219), Riverside/San Bernadino, CA (218), Mission Viejo, CA (217) and El Paso, TX/NM (216). Other areas with a population of more than a million that face lesser but still high threats of water depletion are New York, Chicago, Cleveland, and Tampa/St. Petersburg.

“High-ranking cities tend to be adjacent to very large lakes, such as the Great Lakes, and large rivers, such as the Mississippi or Columbia,” says the study.

“For example, the highest-availability city (Duluth, MN) is the only U.S. city on Lake Superior, the third-largest freshwater body in the world (by volume). The other Great Lakes have smaller volumes and are shared by more (and larger) cities. Low-ranking cities are often found in arid regions (for example Los Angeles and Las Vegas), have low storage per capita (for example Miami and Atlanta) or share sources with multiple other cities (for example Chicago and Tallahassee).”

Worldwide, [Environmental Defense Fund Business](#) reports that experts predict Sana'a, Yemen, with a population of nearly two million, could be the first capital city to run out of water in slightly more than a decade. Other large metro areas such as Istanbul (population more than 14 million) also face threats of running out of water in that time period, just as the populations of developing countries are increasingly urbanized.